

Flammes automnales

Si l'été s'est terminé avec le saccage de la mairie de Montréal, l'automne semble avoir pris fin avec la journée de grandes manifestations nationales contre l'austérité. Ou peut-être était-ce quelques jours auparavant avec le *grand dérangement*, journée de perturbation menée par les employés municipaux ? Ou encore, faut-il sortir de l'axe syndical et se tourner vers tout ce qui brouille les projets pétroliers ? Alors l'occupation contre Petrolia à Gaspé ou les graffitis et la manif devant le palais des congrès contre le Plan Nord ? Rien ne sert de tenter de clore le nouveau cycle qui commence. Car quelque chose parcourt tous ces gestes, une condition partagée, celle produite par une *gouvernementalité* de laquelle les corps tentent de se déprendre. À prendre chacune des situations de façon isolée, l'on n'y verrait que la répétition du grand jeu syndical et citoyen marchant vers sa défaite. Mais en tentant de saisir ce qui recoupe l'ensemble, ce qu'il y a de *politique* dans ces joutes revendicatrices, tout séquençage en saison nous ramène à cet énoncé certain : nous aurons un joli printemps.



L'initiative *Printemps 2015* voit fleurir de multiples collectifs tentant de réfléchir à une véritable campagne contre l'austérité et l'économie pétrolière. Une véritable, qui implique l'auto-organisation à la base de ceux et celles désirant bloquer l'économie. Il faut donc y entendre un appel à la rencontre, à la lutte et au dépassement du corporatisme. De leur côté, les bureaucrates syndicaux semblent vouloir jouer le jeu de la défaite : ayant perdu la bataille politique de la loi 3, ils la déplacent sur le terrain judiciaire, celui de la négation de la conflictualité. Et ils font peut-être bien de faire pratiquer leurs avocats, car ils marchent avec certitude vers une loi spéciale pour la négociation des conventions collectives. **---- Suite à la page 11**

Prévision météo : l'hiver sera-t-il chaud?

L'austérité, semble-t-il, est dans l'air du temps. À tous les maux, le gouvernement voue le même remède : on ne travaille pas assez, pas assez vieux et dans des conditions trop confortables. Cette trame, répétée *ad nauseam* par les représentants du pouvoir, dit assez que la crise actuelle oppose non pas deux régimes de politique publique, le social-démocrate et le néolibéral, mais deux visions du monde. Derrière le discours sur l'austérité se cache un discours sur la *vie bonne*, une certaine représentation de la façon désirable de vivre : être poli.e, économe, bon.ne citoyen.ne. Il faudrait qu'on travaille plus et qu'en plus on aime ça, et à cette fin, le gouvernement a tout mis en œuvre, reculer l'âge de la retraite, augmenter la charge et le temps de travail… Et pour qu'on apprenne à économiser, et puisqu'il ne faut pas que ce soit trop facile, (un peu de défi, d'inconfort, ça réveille, garde alerte), on devra le faire pour moins d'argent!

Qu'on se le dise plutôt : le train de mesures proposé par le gouvernement n'est rien d'autre qu'une insulte, un crachat à la face du monde. Et ce qu'il y a à y relever, c'est le défi, la provocation. Déjà, les grandes centrales syndicales témoignent de leur impuissance à agir sur la situation, se vouant d'avance à une défaite écrite dans les étoiles. Mais un peu partout, aussi, ça s'organise, ça parle de grève, même de grève sociale. Il faut se demander dès maintenant comment nous comptons répondre, se retrouver pour discuter de *stratégie*. Le spectre d'une grève hante le Québec et il n'en tient qu'à nous de lui donner corps.

Occuper le communautaire : pistes de réflexion pour mordre la main qui nous nourrit

La crise que vit le milieu communautaire est directement liée au contexte qui sévit au Québec (comme ailleurs) depuis de nombreuses années. L'austérité n'est pas une invention nouvelle du pouvoir – et le secteur communautaire en sait quelque chose, lui qui est toujours déjà compressé, redevable, atomisé. Car ce qui lie et désunit les organismes, ce qui les fait exister comme objets subventionnables, c'est l'organisation que leur impose l'État. L'État nomme le communautaire comme secteur, il l'interpelle – il l'opère, et ce faisant, il l'intègre – il l'in-gère. Pour se déprendre de ce piège, la puissance multiforme que désigne l'appellation « milieu communautaire » doit tirer sa force de sa propre hétérogénéité; se lier, non au sens de devenir homogène, mais bien au sens de nouer des complicités et éprouver des pratiques de résistance communes.

L'État, après avoir nommé – et du même souffle, assujetti – le communautaire, lui demande d'être fonctionnel. À savoir de délivrer des «services à la population» et de rendre des comptes en temps réel. Il considère les organismes communautaires – de façon de plus en plus décomplexée – dans une optique économique de sous-traitance flexible pour la livraison de services. « Il y a énormément d'organismes communautaires qui peuvent livrer des services sociaux. Ça coûte moins cher que s'il s'agit d'un réseau », de dire le ministre Leitao devant l'Association des économistes du Québec. Cela a le mérite d'être clair : des objectifs branchés sur des résultats financiers; une reddition de comptes serrée qui parle un langage issu du monde de l'économie.

L'exigence de délivrer des « services à la population » prend de plus en plus de place et les moyens sont toujours plus limités. Et comme les employé.es du communautaire n'ont pas les mêmes conditions que ceux. celles du public/parapublic, au final, c'est l'État qui économise. L'approche par « services » condamne le communautaire à n'être que prestataire de services contractuel.

Un double mouvement s'étend dans la gouvernance du communautaire: intégration (i.e. une in-gestion ou sous-traitance fonctionnelle) et compression (i.e. coupures et élimination). Les groupes sont soumis à des impératifs économiques d'efficacité et de rentabilité, qui transforment leurs discours et pratiques. Les missions sont redéfinies afin de correspondre aux exigences ministérielles, desquelles découlent les financements. Les ambiances des milieux sont pourries, les groupes et les individus sont précarisés et mis en concurrence pour les subventions, pour les postes; on appelle plus que jamais à leur dévouement et à leur «créativité», jolis noms donnés à la corde avec laquelle on les invite à se pendre.

Le communautaire se compose de milieux traversés de tensions. Il est – évidemment – constitué d'environnements complexes et pluriels. Parler d'homogénéité n'a pas plus de sens ici qu'ailleurs. Des forces le transpercent depuis toujours : de la réinsertion professionnelle, à la transformation sociale, en passant par la condescendance moralisatrice. Il a notamment été et est toujours tiraillé entre désir de reconnaissance par un État-Providence fantasmé et désir d'autonomie.



Lieux de bataille : les centres d'éducation populaire (CEP) voient leurs baux prendre fin ce printemps, on parle d'occupations. Des liens sont à tisser. Des rencontres sont à tenir.

Quelle autonomie pour le communautaire?

Si l'«autonomie» du monde communautaire apparaît dès lors comme une formidable aubaine pour les finances publiques, la sortie n'est pourtant pas à chercher du côté d'une plus grande prise en charge étatique. Le point n'est pas d'obtenir les moyens de délivrer les services – ce qui reviendrait à rendre la sous-traitance efficiente. Ce qui apparaît nécessaire est plutôt la réaffirmation de l'indépendance des groupes communautaires dans leurs actions.

Les groupes communautaires doivent sortir de la double assignation qui les place, paradoxalement, tantôt dans une posture d'organisme prestataire de services (obligation de donner), tantôt dans celle de bénéficiaire (contraint de recevoir). Autrement dit, le communautaire doit éviter à la fois le piège du tout-service, de la charité, et celui tout-revendication-de-droits, de la mendicité. Les organismes communautaires sont parfois et doivent être des lieux de rencontre, de partage, de luttes et de transformation du monde. Le communautaire doit savoir allier la vie et la lutte.

La lutte se doit de dépasser l'alternative entre la défense de droits et le lobbying pour l'in-corporation. Elle doit garder actif ce qui a été le moteur : l'auto-organisation et l'autonomie, l'entraide et la solidarité, le renforcement et la lutte/résistance, bref, le commun.

Ouvrir et occuper : deux façons d'habiter la lutte

Les centres communautaires sont des espaces à partager, à rendre/conserver populaires, à occuper. Ils sont politiques et doivent le rester. Ils le sont, qu'on le veuille ou non, de par les rapports de force qu'implique l'attribution ou non de locaux, la délivrance ou non de subventions, la détermination ou non de «fonctions». L'austérité dans le communautaire, comme

ailleurs, dissout les possibilités de vie. La perte de l'autonomie, de locaux, de subventions, de marges réduit le communautaire soit à se formater à un mode gestionnaire, soit à disparaître.

Pourtant des pratiques communautaires peuvent prendre forme, de manière autonome, au sein des luttes : la mise en place de comités bouffe au sein de mouvements et d'occupations, les services de garde organisés par des grévistes, des comités juridiques pour absorber la répression sont des témoins partiels des histoires du communautaire.

À différents moments différentes personnes dépassent leur condition, et font corps. Elles occupent l'espace, l'espace d'un moment. Il faut faire vivre et occuper ces espaces communautaires en tant qu'espaces populaires.

Pour ce faire, le communautaire doit, d'une part, s'activer à l'extérieur des espaces et des fonctions qui lui sont assignés. Prendre des espaces. Garder en tête l'importance de la diversité des tactiques et des pratiques, l'importance de l'autonomie dans l'action. Regrouper des gens dans des comités de crise ou de mobilisation. Parler au monde, rencontrer et faire se rencontrer d'autres précaires, etc. Arrêter de parler de cartes postales, de pétitions, et de manif de fin de semaine. Participer de l'élargissement de la lutte – la décloisonner enfin, la sortir du corporatisme, des intérêts particuliers. L'idée sous-jacente demeure de développer un rapport de force dont peut naître une réelle possibilité d'action communautaire autonome qui saura allier les luttes et les vies.

D'autre part, il semble inévitable – à un moment ou à un autre – d'être confronté au cadre de la légalité, concept relatif s'il en est un, et par ailleurs de la même famille que les crises de légitimité. Investir ces fantômes d'une quelconque autorité ne nous rend que plus apeurés. Pour dire simplement, le droit – comme ce qui confère la légitimité – n'est pas neutre : il est un terrain d'enjeux tatoué du parti qu'il défend. Plutôt que chercher le salut dans la revendication – la quête, il faut chercher à habiter et élargir les marges, les espaces. L'expulsion des Centres d'éducation populaire (voir encadré), par exemple, ne peut devenir effective que si les locaux dont les baux arrivent à échéance sont effectivement expulsés. En revanche, une occupation des lieux rendrait inopérante la décision de laisser mourir ces espaces, et avec eux les pratiques et les liens qui s'y développent. ■

CEP: VERS L'OCCUPATION ?

Le 31 mai 2015, les six centres d'éducation populaire (CEP) de Montréal verront leurs baux prendre fin. Ces espaces menacés pourraient devenir des lieux de rencontre et d'élargissement de la lutte :

- Carrefour d'éducation populaire Pointe-St-Charles
- Comité Social Centre-Sud
- Comité d'éducation aux adultes Petite-Bourgogne et St-Henri
- Pavillon d'éducation communautaire (Hochelaga-Maisonneuve)
- Centre éducatif et communautaire René-Goupil (St-Michel)
- Ateliers d'éducation populaire du Plateau

Par-delà la critique : Quels corps aura la lutte?

Dans toute ville métropolitaine (c'est-à-dire dans tout morceau de la Métropole globale) se dressent, entre autres grandes ruches du secteur tertiaire, les archipels de pavillons que sont les universités. Dans ces foyers de la reproduction sociale, s'agite toute une galerie de personnages ayant, plus souvent qu'autrement, la prétention d'énoncer des lois de systèmes se voulant « universels ». C'est toujours un certain ton que l'on retrouve tant dans les disciplines se proposant de nous livrer les clefs de lecture de l'activité humaine (psycho, socio, anthropo, etc.) que dans les méthodes d'enquête sur la chair du monde que sont les sciences pures et les sciences de la vie, fouillant l'intimité de ce qui existe pour mieux le réduire à différentes ressources à exploiter : celui de la science et de son impérialisme.

Laissons de côté la critique de cet amas de prétentions, elle dépasserait de loin notre propos. Portons plutôt notre attention sur l'intense circulation pulsant dans les artères de cette « économie du savoir ». Des milliers, des dizaines de milliers de corps allant et venant, quelques heures à la fois, le temps d'un cours de programmation, de génétique, sur l'économie-monde, la littérature russe ; que sais-je. Tous ces déplacements, toutes ces tranches de temps bien découpé, pour aboutir à ces rangées de sièges, à cette agitation glacée, à ces visages mutiques rivés sur des écrans dernière génération. Des centaines de travailleurs.euses salarié.e.s rendant cette circulation possible : entretien, sécurité (pour votre bien!), secrétariat, administration (pour que tout ça soit rentable). Tant de corps, alignés bien sagement par dizaines, écoutant distraitement les admonestations de professeur.e.s ou, plus probablement, d'assistant.e.s ou de chargé.e.s de cours précarisé.e.s aux contrats flexibilisés ; écoutant donc, si peu en fait, l'attention fragmentée entre deux statuts Facebook ou quelque page d'infos chroniquant la nouvelle tendance ou la dernière catastrophe. Comme une impression d'isolement au sein de ces foules, annonçant parfois les névroses et les dépressions se faisant jour au fur et à mesure que la pression scolaire et financière s'accumule.

Nonobstant la concentration d'étudiant.e.s toujours plus nombreux.ses malgré les hausses rampantes de frais et le caractère toujours plus dérisoire des marchandises cognitives qui s'y transigent, force est d'admettre que jamais tant de corps ne furent réunis sans produire aussi peu de sentiment de grégarité (de masse, disait-on il n'y a pas si longtemps). Plutôt une éthique diffuse d'individualisme affirmée au beau milieu de cette socialité métropolitaine de bon aloi : mon programme, mon choix de cours, mes crédits, mon parcours, mes prêts, mes bourses, mes contrats (de recherche, d'enseignement, de correction), mon profil virtuel, mon cv, mes ami.e.s, mes habitudes, mon café, ma vie. Enfin, qu'appelle-t-on « vie » ici?

Éventuellement, l'étrangeté se conjure au coup par coup : une heure de yoga à la fois, un comprimé de Ritalin avant cet examen sur les facteurs psycho-sociaux du trouble de l'attention, un repas thaï et un Redbull avant cette réunion de mobilisation, une séance de spinning avant le trajet de métro du retour, une dissertation critique sur la raison instrumentale à remettre avant d'aller boire des bières avec les potes, quelques heures d'études avant de rejoindre un.e amant.e. À quoi tout cela tend-il, outre la crois-

sance des dettes et du taux de diplomation, sinon à s'occuper *en attendant*. Le corps, la chaise, l'ordinateur : un arraisonnement productif. Puis, continuer de mener cette vie, pour continuer de faire *comme si*.

Comme si quoi? Précisément, peut-être ce genre de considérations existentielles intempestives rate-t-il complètement la cible. Et qu'un sociologue nous critique âprement le social atomisé, et qu'un syndicaliste nous mobilise pour plus d'équité et de justice, et qu'un militant nous ouvre (encore) les yeux sur l'austérité, la précarisation ou la financiarisation du monde… Mais de la « science et technique comme idéologies » à la « sociologie critique du capitalisme » en passant par « l'écosocialisme ou la barbarie », il y a comme la progression continue d'une même absence au monde.

« Nous avons perdu le monde, ce qui est bien pire que perdre un dieu, un fiancé ou un fils. »
-Gilles Deleuze

Au-delà des conflits entre avant-gardes artistiques qui se sont disputé le crachat le mieux ajusté à la face de cette civilisation et de ce sport universitaire qui consiste à rivaliser de finesse pour établir le meilleur bilan critique du désastre, nous nous trouvons en présence de hordes d'étudiant.e.s massifié.e.s seulement par les infrastructures qu'ils et elles traversent et les mobilisations qui entendent les mettre à contribution.

Celles et ceux ayant fourni le plus de pièces à conviction au procès de cette société feignent de croire à leur parcours personnalisé comme à une planche de salut dans le grand « naufrage de l'université ». D'un même mouvement, ces derniers nous enjoignent pourtant de nous porter à la défense du « social », constatant avec une indignation complaisante l'écart grandissant entre les droits proclamés (égalité de droit) et la condition sociale y correspondant (égalité de fait). Proposant des « projets de société » clefs en main, ils font mine de redécouvrir chaque décennie des torts presque centenaires. Ce petit jeu, véritable éteignoir de toute lutte dure et hétérogène, doit prendre fin.

Comme si cette civilisation sénescente dans sa volonté nihiliste de durer (faisant durer le désastre qu'elle constitue) n'était pas toujours un peu plus celle du capital. Voilà bientôt plus de 50 ans que le capitalisme peaufine sa socialisation, un plan de relance à la fois. À bien des égards, outre le fait d'être né.e.s et de n'avoir connu qu'une succession toujours plus rapprochée de crises comme toile de fond de notre vie, nous en sommes réduit.e.s à constater que les dispositifs et l'économie ainsi que le béton des villes nous ont bercé.e.s comme un véritable milieu naturel.

Peut-être alors est-il venu le temps où il nous faut fuir la critique (et sa critique). Esquiver tout en douceur la boucle sans fin de l'ordre social et de sa contestation ordonnée. La société, à combattre, à critiquer, à changer, nous indiffère. À force d'être invoquée à gauche comme à droite, on en vient à comprendre qu'elle n'existe plus depuis belle lurette. Elle a implosé ; elle n'est plus qu'un argument pour la terreur exercée par celles et ceux qui entendent la représenter et la défendre. *Il est un coup qu'on ne nous fera plus : celui de la Société.*



«Outre le fait d'être né.e.s et de n'avoir connu qu'une succession toujours plus rapprochée de crises comme toile de fond de notre vie, nous en sommes réduit.e.s à constater que les dispositifs et l'économie ainsi que le béton des villes nous ont bercé.e.s comme un véritable milieu naturel.»

Les évidences nous crèvent enfin les yeux. Déjà, dans les années 1970, la Rote Armee Fraktion (RAF – groupe armé communiste) constatait: « Le système a accaparé la totalité du temps libre de l'être humain. À l'exploitation physique en usine vient s'ajouter l'exploitation de la pensée et des sentiments, des aspirations et des utopies par les médias et la consommation de masse (…) Le système a réussi, dans les métropoles, à plonger les masses si profondément dans sa propre merde, qu'elles ont apparemment perdu la perception d'elles-mêmes en tant qu'exploitées et opprimées ; de sorte que pour elles, l'auto, une assurance-vie, un contrat épargne-logement, leur font accepter tous les crimes du système et que, mis à part l'auto, les vacances, la salle de bain, elles ne peuvent rien se représenter ni espérer. »

L'année qui arrive verra les mouvements sociaux tenter une énième reprise contre l'austérité, ici, en Amérique, en Europe et ailleurs. Les mouvements écologistes vont continuer de documenter la progression du désert. Seulement, énoncer l'ampleur du désastre n'est pas performatif quant à la constitution d'une véritable force. À un certain point, il faut en faire l'assomption : prendre au sérieux l'époque. Il s'agit de donner à notre refus des situations qui nous sont faites plus que des arguments, mais une *rigueur* conséquente. À ceux et celles qui soupèsent le pour et le contre entre des pratiques formelles « de masse » et des actions « groupusculaires », nous déplaçons la question sur le terrain des mondes sensibles, à construire, à forger. Faire de la lutte une occasion pour faire sourdre le commun qui traverse les formes-de-vie, faire l'expérience de l'accumulation de notre commune puissance.

Et dans ce processus, l'offensive est inséparable de l'élaboration de nos formes-de-vie. D'où la nécessité de se souvenir des luttes des années 70, ici, aux États-Unis, en Europe, telles qu'elles furent écrasées dans les années 80.

La restructuration du capitalisme d'alors coupa l'herbe sous le pied des diverses luttes dures en Occident qui avaient leurs racines dans une forme de sécession sociale diffuse (grèves de loyer, auto-réductions et pillages, mouvements radicaux des femmes, apparitions de nouveaux sujets politiques avec le American Indian Movement, les Black Panthers, les chômeurs, mouvements insurrectionnels prolétariens en Italie, au Portugal, en Grèce, les mouvements homosexuels, etc.).

Ce fut moins des sujets révolutionnaires qui furent défaits qu'une *certaine conception de la guerre.*

« Un monde de mensonge ne peut être vaincu par la vérité, mais seulement par un monde de vérité »
- Kafka

La cogestion des crises a fini par constituer un des paradigmes de la gouvernementalité contemporaine. Or, nous n'avons pas à imaginer une « sortie de crise », pas plus qu'un « projet de société », comme nous n'argumenterons pas sur la sauce dans laquelle nous serons cuisinés.

L'évidence d'un ordre social à l'agonie devrait constituer un puissant stimulant pour celles et ceux qui sont encore vivant.e.s et qui entendent à le devenir toujours plus. S'il est question de vivre-et-lutter (où l'indistinction entre le moment de la lutte et de la vie amène à toujours les penser ensemble) alors certaines questions sont à (re) prendre au sérieux.

Comment retrouver le monde sous nos pieds, en lieu et place des décors bétonnés et des dispositifs où nous évoluons? Par exemple, comment se déplacer efficacement dans la ville, sans se faire racketter toujours plus par la STM (*mouvement collectif*™)? Comment retrouver des prises sur le monde nous entourant? Sous la juridiction de combien d'administrations scélérates circulons-nous dans une seule journée en ville?

Comment nuire à ce qui nous nuit, anéantir le néant et surtout, comment lier cette capacité offensive dès maintenant à ce que nous pouvons construire, aux formes-de-vie nouvelles que nous pouvons d'ores et déjà assumer? Ainsi, comment se retrouver, partager un repas, une fête, quelques bières, une discussion stratégique, des soins, de la tendresse ou simplement reprendre notre souffle dans le mouvement même de la lutte?

Une fois ce lien établi, comment le renforcer, comment le faire croître en densité, même une fois le prochain mouvement de lutte venu à son terme?

Comment habiter les mondes qui s'ouvrent de crise en crise? À chaque coupure, à chaque service attaqué, comment penser la reprise en main de notre autonomie plutôt que quémander le retour au compromis fordiste et keynésien?

Comment être rejoint.e.s par d'autres, comment disséminer les foyers de la sécession, vouloir et décider véritablement comment nous allons vivre nos vies au-delà de nos jobines et de nos études? Bref, quelles expériences sont à tenter, comment rendre la lutte indissociable d'une vitalité qui croît et respire dans la durée? Comment suspendre la suspension, imposer notre temporalité à ce qui nous entrave, en un mot : comment vouloir notre joie? ■



Les années 1970 : le cas de l'Italie

Face à une opposition de gauche complice des politiques d'austérité et de répression (nommément le Parti Communiste Italien, forcé de ratifier passivement, par son abstention, les pires lois antiterroristes et d'austérité de la Démocratie-Chrétienne), les comités de base se multiplient et débordent le cadre des syndicats et des partis. Face à des quartiers entiers refusant de payer quoi que ce soit au supermarché, dans les transports ou pour le gaz et l'électricité et face à une jeunesse défiant de plus en plus durement la police dans les rues, l'État italien fait intervenir l'armée et déclare l'état d'exception pour mettre un terme au mouvement en 1977.

La restructuration du système économique signifie moins l'écrasement pur et simple des luttes que le couplage de la répression (très brutale) et de la mécanique progressiste et intégrationniste du système social. Il faut aussi garder en tête les nombreux mouvements de décolonisation qui font plier l'impérialisme occidental, laissant présager une vague mondiale de révolutions (Algérie, Viêt-Nam, Malaisie, Angola, Guinée-Bissau, Mozambique, etc.). Après les chocs pétroliers venant mettre fin aux Trente Glorieuses et le démantèlement des grands centres industriels, les réformes néolibérales d'austérité et de flexibilisation (précarisation) de Thatcher et Reagan donnent le ton à la mise au pas des mouvements politiquement autonomes. L'horizon de la sécession se referme et s'ouvre l'ère des cogestions et du gouvernement par les crises.

Histoire d'archives II

Avec la chute du mur de Berlin, le département d'État américain triomphait dans les années 90 en affirmant la fin de l'Histoire. En extirpant le communisme de la classe ouvrière et en la fragmentant par de nouveaux dispositifs, il apparaissait évidemment pour ces fonctionnaires de l'ordre que l'Histoire prenait fin. À l'opposé, les insurrections répétées des dernières années auront insufflé, selon plusieurs camarades, un renouveau de l'Histoire. Mais par là, ne vient-on pas réintroduire le progressisme historique qui voit l'Histoire comme une jolie droite avançant vers le Bien de tous ? Ne faut-il pas plutôt voir dans ces insurrections une série d'événements s'opposant justement à l'Histoire? L'Histoire serait ainsi ce qui est donné, alors que l'événement, tout en y étant immanent, ne pourrait être réduit aux conditions de son dévoilement. En fait, l'événement est ce qui introduit un souffle de nouveauté constante puisqu'il ouvre les possibles, tant au niveau subjectif que sociopolitique. Dans l'événement politique, les possibles ne sont pas abstraits, ce sont des vies modifiées qui portent des mondes. Par là, on comprend que toute résistance implique de la création. Les changements dans les conduites des individus vont de pair avec celui du monde. Tenter de les séparer est absurde puisque l'événement ne vient pas sans que des subjectivités ne franchissent un seuil à la fois politique et existentiel.

Le front commun de 1972

Le front commun de 1972 fit événement au Québec. Deux ans après l'occupation militaire d'Octobre, voir des centaines de milliers de grévistes du public et du privé déclarer la guerre au gouvernement libéral a surpris tous les révolutionnaires, syndicalistes ainsi que les fonctionnaires de l'ordre. Il apparaît donc que *travailler pour l'événement, c'est travailler pour l'imprévisible*. À la suite du front commun, le discours ouvriériste porté par les marxistes explose. En effet, il n'apparaît plus absurde de penser un soulèvement de la classe ouvrière après 72. Après que certains de ses éléments aient pris le contrôle de Sept-Îles en chassant le maire et la police, le programme marxiste s'empare des retombées de l'événement. La retombée de l'événement dans l'histoire se réalise au croisement de trois axes, trois processus de subjectivation : les dispositifs de pouvoir, les luttes de tendances et la naissance de nouvelles subjectivités au niveau moléculaire. Dans les milieux radicaux, il est certain que le marxisme a triomphé et, ce faisant, a écarté toutes les nouvelles expérimentations politiques subjectives pour mettre de l'avant son discours d'organisation de la classe ouvrière.

Grève et solidarité avec le CSLO

C'est ainsi qu'en 1973 est fondé le Comité de Solidarité aux Luttes Ouvrières (CSLO) par une poignée d'organisations marxistes et de militants issus du milieu étudiant. Rapidement, le comité apporte son soutien aux nombreuses grèves ouvrières de l'époque. Organisant des piquetages pour défier les injonctions, diffusant des tracts et organisant les solidarités entre les grèves, le Comité, à ses débuts, semble porter l'hétérogénéité des luttes de l'époque malgré son marxisme assommant.

Si l'on peut questionner le repli que ces camarades du passé firent en associant strictement politique et travail sous la catégorie sociale de la classe ouvrière, il y a tout de même lieu de se sentir affecté par cette expérience de solidarité vivante. Des centaines d'étudiant.e.s se déplaçant pour faire plier des grands patrons d'entreprise aux grèves sauvages de solidarité, le politique semblait, pendant un temps, surgir par-delà le corporatisme.



Bien que luttant contre l'inertie syndicale, le corporatisme social-démocrate et le nationalisme lui étant attaché, le comité s'est de plus en plus rapproché d'une vision formelle de la politique. En effet, se posant les questions – certes légitimes – de l'accumulation de force et du développement d'une stratégie commune, il y répond cependant en s'instituant comme « organisation homogène ». Tisser des liens entre grévistes ne suffisant plus, il fallait « unifier la classe ouvrière », soit bâtir l'organisation de la Révolution. Rapidement, certains éléments du comité produisent un pamphlet à saveur léniniste dénonçant « l'économicisme », c'est-à-dire, le fait de s'accrocher aux seuls enjeux « économiques » dans les luttes. Cette production a pour effet de tourner toutes les énergies aux seuls enjeux organisationnels, aux débats sur le sexe des anges entre tendances marxistes. Bref, elle mène à la création des partis marxistes-léninistes.

L'histoire du CSLO fait méditer sur le rapport que les révolutionnaires entretiennent avec les événements, les moments de surgissement. Aussi nous fait-elle réfléchir sur ce que nous devons entendre par *élaboration stratégique*. Réduire la question stratégique à celle de l'organisation à bâtir, à « forger », aplanit les différences, les singularités qu'un mouvement peut porter. Surtout si cette proposition d'organisation s'opère en instituant une frontière entre lutte économique et politique, limitant la seconde à l'opposition directe à l'État. N'est-il pas possible de concevoir ce qu'il y a de politique dans le refus d'un réaménagement du travail, dans la lutte contre la planification autoritaire capitaliste ? Finalement, si l'on doit saisir dans les résistances face aux dispositifs de pouvoir des occasions politiques, il n'est pas dit qu'une catégorie sociale quelconque soit, *en soi*, porteuse du politique. En pensant la politique par l'unification d'un sujet (ouvrier, étudiant, citoyen), on demeure sur le terrain de la politique classique et on se rend aveugle à la manière dont les événements affectent les subjectivités. On prend une catégorie sociale pour une communauté politique et, dès lors, on marche vers la défaite.

Le texte qui suit est tiré du journal *En Lutte!* du 28 novembre 1974 et traite du CSLO. ■

En assemblée de solidarité

Les ouvriers en lutte s'unissent



Le 20 novembre dernier, des grévistes sont venus des quatre coins de la province pour participer à l'assemblée du Comité de solidarité aux luttes ouvrières (C.S.L.O.) à Montréal. Plus d'un millier de personnes ont apporté leur soutien aux différents groupes de travailleurs qui ont exposé leurs revendications et les conditions de leurs luttes contre leur ennemi commun: les capitalistes et leur Etat.

En grève contre l'exploitation

Partout les ouvriers luttent pour obtenir des salaires décents, indexés au coût de la vie, et partout ils se battent contre de puissants monopoles canadiens ou américains qui refusent même de négocier avec les syndicats.

Les différentes interventions des ouvriers ont permis de dévoiler la nature réelle de l'Etat qui soutient activement la violence des patrons qui possèdent leurs "bouncers" et leur petite armée privée. Tout ceci avec la complicité de la "justice" qui distribue des injonctions et des poursuites dans le but d'interdire le droit de grève aux ouvriers.

Un ouvrier de United Aircraft est venu résumer l'attitude de ce monopole américain durant toute cette grève de 10 mois: la compagnie exige maintenant le renvoi de 15 ouvriers avant de poursuivre les négociations. Là-dessus, la position des ouvriers est claire: "Nous, on ne négocie pas sur des hommes". Ils ont même rajouté qu'ils regrettaient d'avoir "donné l'illusion à la population qu'il était possible de négocier avec la United".

Les gars de Québec-Carton font face également à un monopole anti-syndical "au coton". La compagnie, en plus d'avoir congédié l'exécutif au complet, intente des poursuites de $1½ million, soi-disant pour perte de profits...peut-être parce que les $55 millions de profits nets de cette année sont insuffisants?

Forger l'unité ouvrière

Les ouvriers de la Canadian Gypsum de Joliette, en grève depuis mai 73, et ceux de la Papeterie canadienne sont venus redire leur détermination à ne pas céder devant les injonctions, le matraquage et les congédiements. Des ouvriers et ouvrières de Penman's à Ste-Hyacinthe, des Engrais du St-Laurent à Valleyfield, de Québec Telephone et du C.S. de Rimouski et de la C.I.L. à McMasterville ont également pris la parole. Ils sont venus démontrer pourquoi la solidarité et leur esprit d'initiative leur ont permis de résister aux attaques et aux manigances des patrons et de l'Etat, et leur permettront d'arracher la victoire.

Enfin, des militants des comités de solidarité de Rimouski et de Montréal sont venus exprimer le sens du soutien populaire aux luttes de la classe ouvrière. Le premier a parlé des agriculteurs en colère contre les politiques capitalistes de l'alimentation, qui ont donné plusieurs milliers de livres de viande aux grévistes de Québec Telephone. Le second a vigoureusement dénoncé l'inertie des bureaucrates syndicaux dans les luttes actuelles, et a démontré en quoi la combativité ouvrière et la solidarité populaire constituent le plus sûr rampart contre les attaques des boss et de l'Etat.

L'évolution du C.S.L.O.

Une vingtaine de groupes, issus en majorité des milieux étudiants et des quartiers populaires, participèrent au C.S.L.O. dès ses débuts. La plupart de ces groupes se réclamaient du marxisme-léninisme et en vinrent rapidement à définir le C.S.L.O. comme étant une organisation de masse. Cette définition n'était pas suffisante pour faire du C.S.L.O. une telle organisation. Il demeurait une réunion de plusieurs groupes qui soutenaient les luttes ouvrières plus ou moins fortement selon leurs moyens et leur disponibilité. Cette situation fut la cause de bien des faiblesses du C.S.L.O.

Les débats sur l'orientation au mois de mai 1974 débouchèrent finalement sur une prise de conscience beaucoup plus nette des contradictions internes et sur une amorce de solution. Pendant l'été, à travers de nombreuses discussions, un consensus s'opéra progressivement sur la nécessité de transformer le C.S.L.O. en une véritable organisation de masse.

Les perspectives de transformation étaient les suivantes:

1. situer clairement que l'objectif fondamental du C.S.L.O. est le soutien le plus large possible aux luttes ouvrières dans une perspective anti-capitaliste et anti-impérialiste;
2. regrouper des individus dans des comités de soutien locaux, sur la base de leur volonté de soutien aux luttes ouvrières, plutôt que des groupes se réclamant du marxisme-léninisme.

Perspectives pour le printemps 2015

Depuis les débuts de l'automne, l'idée de créer l'occasion d'un mouvement pour le printemps, pour s'opposer aux mesures d'austérité et aux projets pétroliers se répand. Désirant étendre la lutte à partir d'une condition partagée par l'effet de ces politiques de l'économie, les comités printemps 2015 se sont multipliés. Émanant du milieu étudiant, l'initiative vise à croître. Mais les comités ne se retrouvent pas seuls dans la configuration politique actuelle : la Coalition opposée à la tarification, dont fait partie l'ASSÉ, et la coalition contre l'austérité formée des centrales syndicales avancent elles aussi l'idée d'une lutte commune, élargie. Par contre, seuls les comités poussent actuellement pour une grève combative dès le printemps et tentent d'articuler la lutte contre l'austérité avec celle contre l'économie pétrolière.



S'organisant sous la forme de comités géographiques (par campus, par région, etc.) ou « fonctionnels » (comité externe, info, etc.), le « Printemps 2015 » parle le langage de l'hétérogénéité. Cette polyphonie organisationnelle rend compte des effets multiples de l'austérité et permet d'articuler l'ensemble des forces vers le moment du printemps et même au-delà. Elles se croisent dans un comité large se réunissant mensuellement.

La rencontre du 10 décembre

La rencontre du Comité large du Printemps 2015 a réuni, le 10 décembre dernier, plusieurs camarades désirant parler du bilan et discuter les perspectives. Rapidement les paroles se sont tournées (encore une fois) sur la légitimité de la rencontre en rappelant l'absence des initiatives extra-montréalaises. Ces discussions sur la légitimité brisent les possibilités d'initiative politique et limitent fortement l'auto-organisation, en ce sens qu'elles se complaisent dans l'idéal d'une grande assemblée pouvant réunir tout le monde. Or les initiatives ne peuvent relever uniquement du comité large : elles doivent surgir de tous les niveaux d'organisation. Les rencontres de coordination, cependant, ne peuvent se limiter à partager les infos locales, elles doivent tendre à élaborer un minimum de plan d'action permettant ensuite d'orienter minimalement notre commune activité.

Poser la question de la légitimité, c'est supposer qu'il existerait quelque chose comme des pouvoirs constitués dont nous pourrions faire allègrement usage. Si les assemblées syndicales peuvent apparaître comme telles, c'est surtout au regard de l'action des pouvoirs étatiques qui ne les reconnaissent pas. Ainsi, il convient d'en défendre les mandats pour se donner les conditions de la grève. Sinon, rien n'empêche la multiplication des lieux d'organisations, des espaces de rencontres dont peuvent émerger les initiatives.

Mais derrière ces échanges se cachaient en fait les tensions entre les comités Printemps 2015 et le syndicat national étudiant, l'ASSÉ. C'est qu'hésitante face à l'idée d'une campagne de grève au printemps, l'ASSÉ n'aura pas mis tous ses moyens à la disposition des initiatives pro-printanières comme celles du 27 et 29 novembre. Cette situation pose en fait le débat entre auto-organisation et institution. Seulement, la position critique, qui se complaît dans son radicalisme ou sa dénonciation de la non-application des mandats manque le moment de la production politique. En effet, il convient, face à l'inertie syndicale, de contourner le problème par l'accumulation de nos forces et leur actualisation, plutôt qu'en entrant dans un dialogue critique stérilisant. Par contre, comme il a été mentionné lors de l'assemblée du 10 décembre, il faut s'assurer que les canaux de communication traversant l'ASSÉ et les autres syndicats soient mis à disposition pour que nous puissions diffuser les appels aux actions, les propositions.

C'est d'ailleurs l'un des objectifs des tournées Printemps 2015 qui s'organisent au mois de janvier à travers le Québec à partir de la tournée de l'ASSÉ contre l'austérité. Au discours critique envers l'ASSÉ devrait donc se joindre la possibilité de diffuser les appels pour un mouvement au printemps. Tout autant, ce sera l'occasion de mesurer les possibilités, de sentir les lignes de tension et d'enquêter sur les occasions à saisir.

Vers la grève

Des idées de plan d'action flottent dans l'air et il est temps d'en discuter collectivement. D'abord, en milieu étudiant, il s'agit de voter des mandats de grève dès le mois de janvier. Deux séquences de grève sont à retenir : une première de 5 jours coïncidant avec la semaine d'actions organisée par la Coalition opposée à la tarification et l'ASSÉ, du 23 au 27 février ; une seconde de 10 jours à partir du 23 mars avec assemblée de renouvellement au dernier jour. L'idée est de se servir de ces journées pour favoriser l'extension de la lutte. Ensuite, en ce qui concerne les contacts avec les syndiqués, il est discuté d'organiser des actions en solidarité avec les secteurs affectés par les coupures. Partant de l'hypothèse que les rencontres s'effectuent dans la lutte, il serait possible d'organiser avec quelques syndicats alliés des actions et par là, de collectivement se préparer pour une lutte plus longue.

Finalement, la rencontre du 10 décembre aura vu la création d'un comité de liaison et l'adoption d'un énoncé de principe plutôt consensuel. Il est toujours à craindre qu'en mettant l'accent sur ce genre de texte unitaire l'on finisse par croire aux propositions comme à des formes d'incantations magiques censées produire un effet sur le réel par leur seule énonciation. Rien de réellement consistant n'est donné dans un tel texte. Tout est encore ouvert et il pose bien plus de questions qu'il n'en résout. À partir de là, nous pouvons réfléchir sur comment faire le mouvement. ■

Énoncés adoptés le 10 décembre :

AXES DE DISCOURS

I. Opposition à l'austérité comme projet idéologique des puissants visant la destruction des services sociaux et la mainmise sur les richesses.
II. Pro-féministe, contre le patriarcat et la culture du viol.
III. Pour une lutte combative, la diversité des tactiques et la grève générale.

RELATIONS AVEC LES AUTRES GROUPES SOCIAUX

I. Indépendance complète des partis politiques. Aucune collaboration directe ou indirecte.
II. Dans le cadre des comités printemps 2015 toutes et tous siègent en leur nom propre.

PROJETS

I. Diffuser nos discours.
II. Démontrer la nécessité mais surtout la possibilité d'une lutte d'envergure.
III. Non seulement bloquer les attaques actuelles mais aussi instaurer une culture combative, démocratique et solidaire.

MOYENS

I. Éducation populaire
II. Créer et faire augmenter la pression en organisant ou en encourageant l'organisation d'actions, de manifestations et de grèves dès que cela est possible et souhaitable.
III. Mener une lutte large contre la destruction de l'environnement et l'austérité visant à converger vers une grève générale.

La règle de la loi spéciale

L'intégration des forces émanant du conflit entre travail et capital aura passé par différentes phases dans la courte histoire du capitalisme. Le cadre légal régissant ce conflit latent aura débouché, au Québec, en 1964, sur l'adoption du Code du travail qui légalise et régit le droit de grève. Le mouvement ouvrier, fier de ce compromis, aura marché jusqu'au front commun de 1972 qui aura marqué le point culminant de son accumulation de puissance. Le ressac des années 80 marqua l'imaginaire au point de rendre difficilement pensable une lutte réelle émanant des grands syndicats. Mais à l'heure d'une reprise des hostilités, il devient urgent de penser ce par quoi, de manière récurrente, le capital soumet les syndiqué.e.s : les lois spéciales.

C'est en effet par l'imposition des conventions collectives via des lois adoptées en urgence au parlement que les luttes syndicales sont recadrées, aplanies et pacifiées. La légalisation de la grève apparaît comme un paradoxal encadrement d'une violence extra-étatique dont l'exercice est prévu par le droit. Dans ce cadre, les lois spéciales se présentent comme la contrepartie du pouvoir souverain. Le Droit prévoyant sa propre suspension en situation, sa plasticité à des fins disciplinaires, il devient absurde de penser y trouver un quelconque salut.

Depuis 1964, ce ne sont pas moins de 41 lois spéciales qui mirent fin à des conflits en cours. Chacune de ces lois intégrant des éléments répressifs des précédentes, on assiste alors à une surenchère de la coercition à chaque nouvelle irruption du pouvoir d'État dans les négociations. Apogée des outils (extra)-légaux, la loi spéciale fera payer cher quiconque osera la défier. C'est la crainte de ces effets qui justifient les pires bassesses syndicales. Il est donc urgent de s'organiser en conséquence et seul un débordement du corporatisme syndical pourra le permettre. La campagne actuelle contre l'austérité offre un point de contact possible avec les négociations de la fonction publique. Les propositions gouvernementales de décembre 2014 étant inacceptables pour les syndiqué.e.s, il y a fort à parier que nous devrons penser l'affrontement dans les termes d'un ultime défi à l'exception légale devenue à présent la règle. Est-ce que l'exception confirmera la grève ?



I

Ne pas combattre
La laideur
Les boghorrymes
Sont partie prenante
Du discours.
Ne pas
Toujours
C'est tout.
Les aboiements
La langue
Au sol.
Machoire
À mordre
Il faut
Devenir
Calotte glaciaire
Il n'y a pas
De ligne de fuite
La machine de guerre
En marge
Du monde
J'ai voulu l'enterrer.



II

Où qu'il faille
Nous pallierons
À ces dépendances
Substrats en devenir
Disparition et accomplissement
Tout pourfendre
Jusqu'à la décapitation.
À tout prendre
Nous n'aurions pu dire
Ce que nous avons perdu

III

Chien enragé
Nicaragua
Veine à bouillir
L'harcèlement des chimères
Ce ne sont plus des cauchemars
Où d'étonnantes certitudes
Mais le pain quotidien
Des petits matins.
Ces rires que nous tissons
Amers
Ces putrides océans
Qui nous pourchassent
Et que nous transportons
Tour à tour.

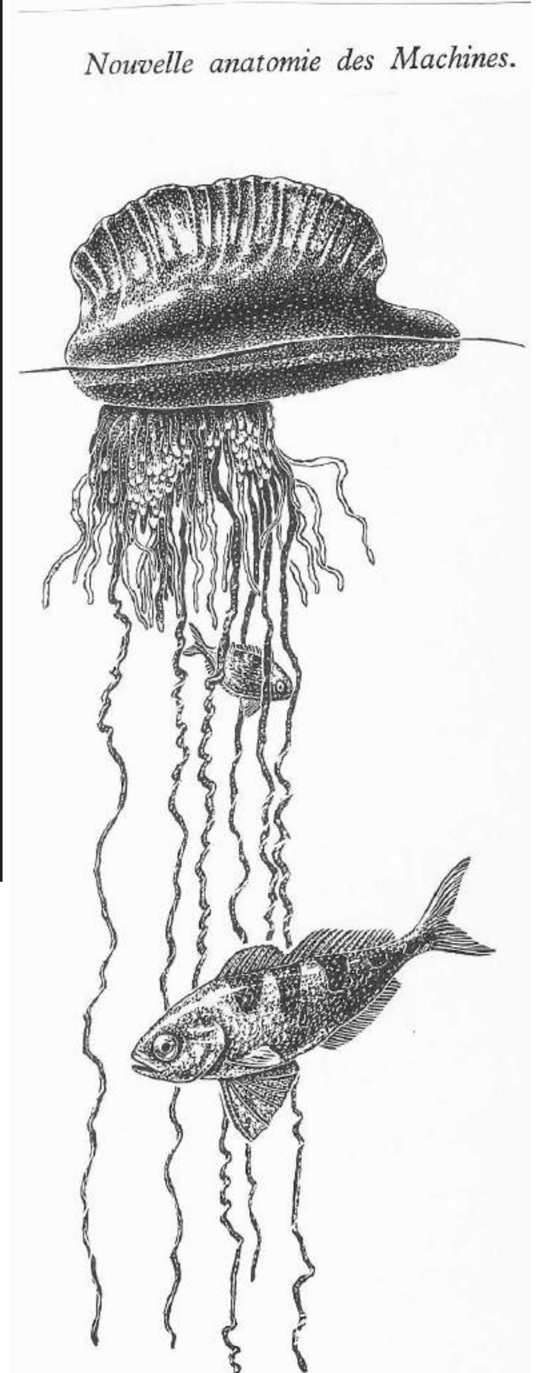
HŌS MĒ : *Comme non.*

Au cœur des insurrections qui parcourent le globe, les rencontres anonymes se multiplient. Ce qui se décèle à travers ces mouvements se situe au niveau de l'expérimentation continue du politique. Par là, il faut entendre l'élaboration de mondes communs assumant une certaine idée de la guerre qui fait de l'affrontement un moment contingent à celui de l'élaboration stratégique.

De même, *Pour un printemps 2015!* est un appel à la lutte, mais aussi une tentative d'élaborer des mondes. C'est sur ce point qu' HŌS MĒ tente de se situer – sans pour autant se prétendre «porte-parole» du mouvement à venir. HŌS MĒ, c'est-à-dire comme non, renvoie à la révocation de nos conditions au sein de ce monde : l'étudiant *comme non* étudiant, la travailleuse *comme non* travailleuse. Pour penser la communauté qui vient, il faut se situer en-deçà et au-delà de ce par quoi le pouvoir nous interpelle. Par ce qui se tisse déjà à l'ombre des grandes structures, dans ce qui se vit intensément dans l'événement, une évidence : de la communauté circule. Y être attentif, c'est assumer une certaine liaison entre le vivre et le lutter. Fuir les rapports empesés s'exerçant sur nous en désertant nos conditions.

Dans cette fuite, des mots nous font défaut, des langages sont à inventer pour être en mesure de nous raconter la lutte qui vient. C'est qu'à trop discourir sur les coupures, on parle en économiste. Si l'économie ravage le monde, elle s'assimile aussi la parole, en essayant de la rendre transparente à elle-même, prévisible car calculable. Et trop longtemps c'est sur le terrain de la compréhension équivalente du monde que s'est opérée la guerre à l'économie. Le langage est donc un terrain de lutte, mais c'est en désactivant celui de l'économie que l'on peut penser les mondes communs. Révoquer nos conditions, ce sera, déjà, partager un langage à même de dire les vies qui s'affectent, les corps qui se dressent.

La question qu'adresse l'époque est celle de la révocation de nos conditions en vue de l'abolition de l'économie.



LA PHYSALIE ou « vaisseau de guerre portugais», n'est pas un animal mais une colonie d'animaux qui se répartissent les différentes fonctions essentielles de la vie : nutrition, flottaison, attaque et reproduction.

---- Suite de la page 1 « Flammes automnales »

L'évidence des politiques de l'économie, qu'elles soient austères ou pétrolières, c'est qu'elles ne s'effaceront pas devant l'ordre judiciaire, qu'elles ne se régleront pas à la pièce par des avocats. Par les annonces du gouvernement, de l'augmentation des frais de garde dans les CPE à la libéralisation du système de santé, ce ne sont pas des *droits* qui sont attaqués, mais l'économie qui tente de se maintenir à tout prix en modifiant sa forme de *gouvernementalité*. Droit et intérêt sont les deux aspects de l'économie produisant la société comme son théâtre d'opérations pour les concilier. C'est d'ailleurs pourquoi il convient d'en finir avec les fictions légalistes et social-istes. Et plusieurs pressentent les effets et saisissent toutes les occasions pour bloquer ce qui nous est fait en dehors de ces fictions.

Manif du 29

Des dizaines de milliers de corps ont marché dans les rues de Montréal, et partout au Québec, le 29 novembre à l'appel de la Coalition contre l'Austérité, formée d'une pléthore d'organisations : CSN, FTQ, CEQ, FECQ et FEUQ. À la colère se mêlait le plaisir de la marche sous le son des trompettes syndicales. Jolie parade. Il faut se souvenir comment de telles manifs ont aussi servi par le passé à prendre le contrôle de l'agenda de la lutte. En France, lors de la campagne récente contre l'austérité, la CGT avait fait usage d'un tel stratagème pour s'accaparer un mouvement tendant vers l'auto-organisation. La posture critique ayant toutefois ses limites, il faut sortir d'une logique d'opposition aux bureaucraties et voir comment composer avec elles, saisir les occasions en se posant les bonnes questions.

D'abord, *comment déjouer cette rythmique bureaucratique qui voit dans les marches toutes arrangées le point culminant de la lutte* ? Une première piste. Les camarades du printemps 2015 ont pris sur eux lors de la journée du 29 d'organiser un contingent autonome, de déployer des bannières et de diffuser largement un appel à la grève sociale. En appelant à un mouvement autonome, combatif et général pour le printemps, on répand une rumeur, on dissone. Mais force est aussi de constater un écart entre cette dissonance et l'harmonie rythmée des «Non-Non-Non...» scandés par les citoyen.ne.s ➔

indigné.e.s — écart que les slogans radicaux peinent à combler. En revanche, les rencontres ayant eu cours dans les petits déploiements de force syndicaux au niveau local, auxquels se sont joints des camarades durant tout l'automne, ont pu semer les solidarités nécessaires.

Ensuite, *comment recouper les discours syndicaux* ? S'opposait manifestement dans la rue le discours combatif à celui, modérateur, des centrales. Mais une autre configuration sémantique existait. Plus spécifiquement, les récits du travail quotidien des syndiqués, dont les conditions se transforment, croisaient le discours des compressions sauvages — la fameuse « hache » que le gouvernement mettrait dans les services publics. D'un côté, un esprit pragmatique sensible aux transformations et de l'autre, un énoncé de la perte dénonçant une attaque sans nom. Le second, collé au défunt État providence, ne rendait pas compte des récits émanant des expériences sensibles.

C'est que nous n'assistons pas à la fin des services de l'État, mais à leur transformation, à une reconfiguration de la gouvernementalité. Jouer le privé contre le public voile les manières nouvelles de dompter les corps par le travail. Les marques du travail sur les corps, qui se percevaient dans la rue entre les mailles du discours sur les coupures, doivent s'énoncer plus largement, se partager. Non pas qu'il existerait quelque chose de pur comme une voie ouvrière censée saisir l'entière réalité. Plutôt faut-il voir, dans les récits que l'on peut échanger sur ce qui nous est fait, l'écart entre résistance et travail. Ces réalités vécues découlent certes d'une même condition, mais refusant de s'y soumettre, exposent l'hétérogénéité des vies. C'est par là que se forgent de multiples mondes venant s'opposer par leurs existences à la *compression*, à la soumission à l'abstraction du travail, à la vie austère. La meilleure dissonance est la multiplication des sons. Le présent bulletin est une contribution à cet effet.

Et finalement, *comment penser articulation entre la lutte contre l'austérité et l'économie pétrolière ?* Assumer la déchéance d'un monde, ne pas s'accrocher aux ressources pour sauver les restes d'une civilisation à la déroute, se branche mal au progressisme syndical. Peut-on minimalement imposer cet énoncé : « pas de programmes sociaux à coup de pétrodollars » ?

Journée nationale d'actions du 27 novembre

Deux jours avant la grande marche éclataient quelques actions à partir des campus. Sous l'initiative de la campagne Printemps 2015, plusieurs syndicats étudiants firent grève le temps d'affûter les armes. On se souviendra que la précédente journée d'action nationale, deux semaines auparavant, s'était soldée par un lot de critiques suite à l'échec des actions. Eh bien, la journée du 27 répondit à toutes ces critiques par des cris contre Péladeau à l'UdeM et un feu de joie dans le Quartier Latin.

L'articulation entre lutte contre l'austérité et économie pétrolière trouve dans ces journées des points de coïncidence sous la forme d'une vie débordante. En effet, qu'y a-t-il de plus vivant qu'une journée de grève bloquant l'économie ? C'est cette vie commune s'élaborant dans la lutte qu'il faut rendre partageable, car elle donne les forces pour la défendre. Dans les chants et les flammes, on ne retrouve pas seulement l'audace et l'habileté, mais des mondes en construction. Assurer les branchements avec d'autres mondes n'exigera pas de nous un radicalisme plus aiguisé, mais la mise en place de courroies de transmission, la fabrication des machines qui nous manquent, l'élaboration d'un langage commun .

Le 27 et le 29 ont marqué l'automne comme bien d'autres dates. Ce qui s'y est vécu doit se partager. Dès lors les questions stratégiques surgiront, et viendra le printemps. ■



INVITATION AUX CONTRIBUTIONS

HŌS MĒ ouvre ses pages aux ami.e.s et camarades, à tout ce qui dissone et brouille les pistes de la fonctionnalisation du mouvement. Réflexions et critiques doivent foisonner. Récits et rapport d'enquête, petits poèmes en prose et chroniques du passé briseront le rythme parfois assommant des discours classiques et des statuts Facebook.
Pour contribuer, écrire et envoyez vos textes à bulletindeliaison2015@riseup.net